

l'école émancipée

**Contribution aux débats
du conseil national de la FSU-SNUipp
12 et 13 septembre 2023**

Combattre les inégalités sur tous les fronts

Le premier semestre 2023 a été celui du mouvement social contre la réforme des retraites. Si le gouvernement a pu imposer sa réforme en ayant recours à tous les dispositifs antidémocratiques permis par la constitution, il est sorti largement discrédité de la séquence, quand le syndicalisme a été lui renforcé : soutien croissant de la population à la mobilisation, confiance retrouvée dans l'outil syndical...

Mais voilà. Le 27 juin 2023, un policier, dans l'exercice de ses fonctions, tuait Nahel. La révolte des quartiers populaires suite à l'homicide de Nahel par un policier a marqué le début de l'été. La jeunesse racisée s'est soulevée pour dénoncer les violences policières et l'impunité de la police. La fronde factieuse exercée par des syndicats policiers n'a été ni démentie ni sanctionnée par les autorités. Pire, le Directeur de la Police Nationale et le préfet de Paris ont approuvé la revendication d'une justice d'exception en faveur des policiers. En d'autres temps, ils auraient été sanctionnés et démis de leur fonction.

Macron, lui, a fait le choix de la répression de la mobilisation de la jeunesse des quartiers populaires et de légitimer des violences policières, qui touche aussi le mouvement social et écologiste (retraite, Ste Soline, Lafarge...). Le glissement autoritaire de l'État dénoncé par l'ONU – qui se manifeste aussi dans la volonté de dissoudre le réseau « *Soulèvement de la terre* » ou dans les comparutions faisant suite aux luttes écologistes (méga-bassine, Lafarge) et aux mobilisations retraites – est le marqueur de son opiniâtreté au maintien de l'ordre établi : ordre social ségrégatif, ordre productiviste et climaticide, ordre patriarcal, ordre raciste...

C'est cet ordre que le syndicalisme doit s'employer à combattre en cette rentrée.

Tirer expérience de la mobilisation des retraites pour engager le combat sur les salaires

Avec l'appel à mobilisation contre la vie chère du 13 octobre prochain, l'intersyndicale, qui a animé le mouvement contre la réforme des retraites, fait de la question salariale celle de cette rentrée. L'inflation reste importante tout autant que son impact sur le niveau de vie de l'ensemble de la population, et plus fortement encore sur celui des plus précaires. Les augmentations des salaires et des pensions de ces deux dernières années dans la Fonction Publique ne sont pas à la hauteur de 20 ans d'inflation. Nos revendications en la matière sont justes, entendues et soutenues par les personnels. Selon les données de la Dares et de l'Insee, l'indice des prix harmonisé a progressé depuis juillet 2021 de 13,42 %, tandis que le salaire moyen de base a, lui, augmenté sur la même période de 6,77 %, soit un décalage cumulé de 6,65 points. C'est un jalon important de la rentrée sociale.

Pour l'École Émancipée, réussir cette journée implique que des secteurs importants du salariat se mettent en grève. La question des salaires est à la fois commune à tout le salariat mais aussi spécifique à chaque champ professionnel. Il s'agit donc dans notre travail militant de traiter tout à la fois de la construction du cadre commun de mobilisation et de mener campagne auprès des salarié-es de l'Éducation.

On ne part pas de rien. L'expérience de la récente mobilisation des retraites a montré combien des initiatives unitaires (meetings, tractages, casseroles, opérations de blocage...) étaient nécessaires à la légitimation des revendications, tout comme le travail plus spécifique dans

notre champ de syndicalisation.

Il est important de décider d'appeler à la grève dans notre champ pour mener dès maintenant le travail de conviction, en faisant comprendre qu'agir toutes et tous ensemble renforce chacun-e vis-à-vis de son employeur. Mobiliser sur les salaires nécessite aussi de mettre en regard les conditions de travail et les revendications dans les différents secteurs. Les revalorisations ne peuvent être que salariales. Le respect des métiers passe par les salaires, les conditions de travail et une valorisation sociétale. C'est aussi cette souffrance au travail qui a participé de la réussite des mobilisations contre la réforme des retraites.

La question salariale pose plus largement la question de la répartition des richesses qui a été un sujet prégnant de la mobilisation retraites, sujet largement intégré par nos collègues.

C'est en fait la même séquence sociale que nous avons à traiter, qui mobilisent les mêmes « objets politiques » (répartition des richesses entre capital et travail, conditions de travail, légitimité du mouvement social vs autoritarisme gouvernemental...) et stratégiques.

Réussir une mobilisation d'ampleur le 13 octobre est nécessaire pour plusieurs raisons :

- construire la légitimité des revendications salariales pour permettre un mouvement qui devra s'inscrire dans la durée. C'est la voie qu'ont suivi les mobilisations salariales dans d'autres pays européens, dont l'Angleterre et l'Allemagne ;
- peser sur le projet de loi de finances et le PLFSS 2024 face à un gouvernement qui déclare d'ores et déjà qu'il aura recours à l'arme du 49.3.
- légitimer une bifurcation politique vers les communs et une autre répartition des richesses. Une campagne sur le rôle bénéfique de l'impôt dans notre pays doit être initiée dans un cadre le plus large possible.

Une même séquence sociale donc, qui nous invite à tirer profit de l'expérience de la mobilisation contre la réforme des retraites, mais aussi d'explorer là où elle a buté. Si les divergences stratégiques avec l'action de la NUPES à l'Assemblée n'explique pas tout, **on ne peut plus faire l'impasse sur la nécessité d'ouvrir des discussions avec la gauche politique, pour permettre l'articulation des batailles sociales et politiques.**

Faire front contre l'ordre établi

L'appel de plus de plusieurs organisations syndicales, associatives et politiques à la marche "*Pour la fin du racisme systémique, des violences policières pour la justice sociale et les libertés publiques*" le 23 septembre prochain revêt une importance particulière. La FSU en est partie prenante. Il est de notre responsabilité de populariser, convaincre nos

collègues d'être dans la rue. Dans un contexte d'extrême-droitisation de la société, où le gouvernement reprend à son compte de plus en plus les grilles d'analyse et les réponses du RN, il faut œuvrer au renforcement du front de lutte contre les oppressions racistes. Le 23 septembre est une première étape. Mais comme sur les questions sociales, cette bataille doit s'inscrire dans la durée et s'élargir à des forces absentes de la mobilisation du 23. La FSU-SNUipp doit être motrice de ce travail de conviction.

La répression des mobilisations écologistes oblige aussi à faire front pour imposer une bifurcation écologiste et sociale à nos sociétés. La pertinence des scénarii du GIEC est chaque année légitimée : étés caniculaires, incendies incontrôlables, bouleversement climatique dans toutes les parties du globe. Face à la crise climatique, conséquence du productivisme et du capitalisme prédateur, il faut imposer la coopération et la défense des communs. Les services publics sont des outils majeurs de cette mise en œuvre. La défense des biens communs matériels et immatériels doit être intégrée à nos luttes et mandatements syndicaux. **Pour se faire, l'investissement dans le cadre unitaire de l'Alliance écologique et sociale, fragilisé ces derniers mois, revêt une importance singulière tant au niveau national que local.**

Lutter contre les violences faites aux femmes

118 féminicides ont été recensés en 2022 et déjà 77 sont comptabilisés au 4 septembre. La réponse du gouvernement : un flyer. Bien sûr c'est honteux mais faire ce constat ne suffit pas. Il est nécessaire de poursuivre la lutte engagée et la participation aux actions féministes au niveau de la FSU-SNUipp et de la FSU. Il faut aussi prendre en compte que les enfants sont aussi les victimes de ces meurtres et que leur prise en charge est largement insuffisante.

Par ailleurs, une nouvelle violence s'exerce sur les jeunes filles musulmanes ou supposées telles avec l'interdiction du port de l'abaya dans le cadre scolaire. Une fois de plus la laïcité est instrumentalisée à des fins racistes, islamophobes et sexistes. Le rôle des éducateurs·rices n'est pas de faire la police du vêtement à l'entrée des établissements. La focale mise sur cette interdiction, couplée à des annonces sur l'expérimentation de l'uniforme et sur le rétablissement de l'autorité, constituent des marqueurs idéologiques qui flattent une fois de plus les franges les plus réactionnaires et l'extrême-droite.

Le droit à l'avortement continue de régresser dans un certain nombre de pays du globe. Le 28 septembre prochain, les femmes du monde entier seront mobilisées pour défendre le droit à l'avortement et son accès effectif pour toutes.

Educ à droite de la droite toute !

Placé sous l'égide d'un Macron qui a érigé l'Éducation en domaine réservé de la présidence, Gabriel Attal situe son action, après Pap Ndiaye, dans la continuité d'une politique éducative menée déjà par Jean Michel Blanquer. Celle qui vise à renforcer le caractère inégalitaire de notre système scolaire et la prolétarisation de métiers de l'Éducation assujettis au pilotage par des évaluations nationales étendues au CM1 et en 4ème. Elle reprenait déjà explicitement des marqueurs de droite : « *le lire, écrire, compter* », promotion d'une laïcité coercitive ou d'une EMC de soumission, mépris pour la professionnalité enseignante... En cette rentrée est ajoutée la question de l'uniforme à l'école qui va être expérimentée dans certaines villes ou département volontaires de droite et d'extrême-droite (Perpignan, Béziers, Alpes-Maritimes et Bouches-du-Rhône...). Et, avec l'interdiction de l'abaya dans les établissements scolaires, le gouvernement met au premier plan, en lieu et place des véritables problèmes de l'école (inégalités, remplacement, crise d'attractivité...), un discours islamophobe et sexiste, discriminant une partie de la population et donnant des gages aux plus réactionnaires.

Après dix ans de bouleversements quasi continus de la formation initiale, Macron annonce une nouvelle réforme avec une formation démarrant juste après le Bac selon le principe des écoles normales. Cette proposition, rompant avec la dimension universitaire de la formation, manifeste la réduction des métiers de l'enseignement à une fonction d'exécutant-es et va en dégrader l'attractivité. Le mandat de la FSU-SNUipp sur un concours niveau licence suivi de deux ans de formation professionnelle validée par un Master doit être rappelé et mis en avant. Il tient les deux bouts : celui de la dimension universitaire et celui de la professionnalité. Le mandat sur les pré-recrutements intégrant des critères sociaux dès la L1 et à tous les niveaux du cursus universitaire vise aussi l'enrayement de la crise de recrutement. Si cette dernière est bien réelle, elle ne doit pas être le prétexte à une baisse du niveau de qualification des enseignant-es.

Plus que jamais la FSU-SNUipp doit endosser le rôle de premier opposant à la politique éducative du gouvernement et mener bataille pour légitimer un projet éducatif alternatif, émancipateur et égalitaire, appuyé sur une professionnalité des métiers de l'éducation renforcée. Pour cela il faut évidemment poursuivre le travail de conviction auprès de la profession sur le caractère délétère de la politique éducative menée. Cela passe par la poursuite du travail qui vise à faire des questions pédagogiques un objet syndical à part entière et montrer en quoi les pratiques enseignantes sont le lieu d'une bataille entre orientations éducatives antagonistes, pour permettre à la profession d'entrer massivement en résistance.

Cela nécessite aussi de faire front commun contre la politique éducative menée. La tribune collective « *Contre*

l'école du tri social » rassemblant syndicalistes, acteurs et actrices dans le champ de l'éducation, représentant-es de la gauche politique est une initiative pertinente qu'il s'agit de poursuivre, en agrégeant les mouvements complémentaires de l'école, les mouvements pédagogiques et la recherche critique.

Les enjeux posés au syndicalisme sont colossaux. La fuite en avant inégalitaire et écocide de l'ultra-libéralisme et la menace de l'extrême-droite nous poussent à porter à l'échelle de la société tout entière des politiques égalitaires, féministes, anti-racistes et à se donner de réels mandats sur les questions écologiques.

L'histoire nous rappelle à quel point, face à des enjeux de cette taille, il est nécessaire de travailler à l'unité de notre camp et à faire commun entre mouvement social, écologiste et politique.

La tâche n'est pas simple, mais les réussites de ces cadres unitaires – la lutte contre la réforme des retraites aux universités des mouvements sociaux de cet été – nous montrent la voie.

Pour prolonger...

L'École Émancipée, ce sont aussi des outils pour s'informer, débattre et construire ensemble un syndicalisme offensif portant un projet émancipateur pour l'École, ses personnels et la société.

Un site internet



Une revue syndicale
et pédagogique
paraissant depuis
1910



Une possibilité
d'adhérer en ligne



L'École Émancipée,

c'est aussi une revue et un site internet : www.ecoleemancipee.org